

Initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » : quelles conséquences pour l'économie jurassienne et le domaine des soins ?

Lisa Raval (PS)

L'initiative populaire de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! » soulève d'importantes préoccupations pour l'avenir économique et social de notre pays, mais aussi pour les cantons. En cherchant à plafonner la population suisse, ce texte ne touche pas seulement à la politique migratoire : il pourrait aussi remettre en cause des équilibres essentiels au bon fonctionnement de notre économie et de nos services publics.

Dans le Jura, ces enjeux doivent être examinés avec une attention particulière. D'une part, notre tissu économique dépend de conditions cadres stables et de relations solides avec l'Union européenne. Le Conseil fédéral estime qu'une acceptation de l'initiative remettrait fondamentalement en question la voie bilatérale avec l'Union européenne et menacerait la prospérité ainsi que le développement économique de la Suisse. Pour un canton industriel et exportateur comme le Jura, les conséquences potentielles sur l'accès au marché européen, la sécurité juridique, les investissements et l'attractivité économique méritent donc d'être évalués avec sérieux.

D'autre part, le domaine des soins connaît déjà des difficultés de recrutement importantes. Dans les hôpitaux, les EMS, les soins à domicile et l'ensemble du secteur socio-sanitaire, la disponibilité de personnel qualifié constitue d'ores et déjà un défi majeur. Dans un contexte de vieillissement de la population et d'augmentation des besoins en soins, toute restriction supplémentaire de l'accès à la main-d'œuvre pourrait fragiliser davantage encore ce secteur essentiel. Le canton du Jura est par ailleurs confronté, comme le reste du pays, à des enjeux démographiques majeurs, marqués notamment par le vieillissement de la population et par une augmentation attendue des besoins en main-d'œuvre et en prestations, en particulier dans le domaine des soins.

Dans ce contexte, nous remercions le Gouvernement de répondre aux questions suivantes :

- 1. Le Gouvernement a-t-il évalué les conséquences qu'aurait une éventuelle acceptation de l'initiative populaire de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! » pour le canton du Jura ?**
- 2. Le Gouvernement estime-t-il qu'une acceptation de cette initiative ferait peser un risque sur la voie bilatérale entre la Suisse et l'Union européenne et, cas échéant, quelles pourraient être les conséquences pour l'économie jurassienne, en particulier pour son tissu industriel et exportateur, en matière d'accès au marché européen ?**
- 3. Quels impacts le Gouvernement anticipe-t-il pour le domaine des soins dans le Jura, en particulier dans les hôpitaux, les EMS, les soins à domicile et les autres institutions sociosanitaires ?**
- 4. Le Gouvernement estime-t-il qu'une telle initiative pourrait aggraver la pénurie de personnel dans les métiers de la santé et de l'accompagnement et, partant, affecter la continuité, la qualité et l'accessibilité des prestations ?**

Lisa Raval (PS)

Co-signataires

- Jude Schindelholz (PS)
 - Jelica Aubry-Janketic (PS)
 - Patrick Cerf (PS)
 - Katia Lehmann (PS)
 - Nicolas Girard (PS)
 - Pierre-André Comte (PS)
 - Sarah Gerster (PS)
 - Florence Chaignat (PS)
 - Fabrice Macquat (PS)
 - Valérie Bourquin (PS)
 - Françoise Schaffter Houlmann (PS)
 - Christophe Badertscher (PS)
 - Héloïse Girardin (PS)
 - Patrizio Robbiani (PS)
 - Pierre Sauvain (PS)
 - Martial Farine (PS)
 - Chantal Gerber (PS)
 - Julien Loichat (PS)
 - Marion Stadelmann (PS)

Intervention déposée officiellement le 24 mars 2026